

ROSELYNE CHENU

En lutte contre les dictatures

Le Congrès pour la liberté de la culture
(1950-1978)

Entretiens avec Nicolas Stenger

Préface d'Alfred Grosser



CHAPITRE VIII

L'EUROPE DE L'EST

Et l'Europe dite de l'Est? Comment ce programme vous a-t-il été confié?

En 1965-1966, Josselson a demandé à Jelenski de prendre la direction du programme des séminaires du Congrès, ce qu'il accepta avec plaisir (mais ce ne fut « officialisé » qu'en décembre 1967). En accord avec Pierre Emmanuel, il me proposa alors de prendre en charge les activités du Congrès qu'il menait sous l'étiquette du Comité d'écrivains et d'éditeurs pour une entraide européenne, c'est-à-dire les envois de livres et d'abonnements, ainsi que l'octroi de bourses de voyage.

Ce domaine était nouveau pour moi. J'ai fait mon apprentissage en prenant conseil auprès de Jelenski et bien entendu de Pierre Emmanuel, particulièrement au fait de la situation dans ces pays qu'il avait découverts en 1947 et où il conservait de nombreux contacts épistolaires.

Nous n'avons pas encore parlé de Constantin Jelenski.

Un homme fin et généreux de son temps, brillant et séduisant, d'une grande culture (il parlait couramment l'allemand, l'anglais, le français, l'italien et le polonais), à l'intelligence ultrarapide, sensible aux idées dans le vent et aux modes intellectuelles. Je l'avais rencontré en décembre 1963 lorsqu'il avait fallu venir en aide à Bergamín qui lui était particulièrement cher.

Arrivé au Congrès en décembre 1952, par l'intermédiaire de Nicolas Nabokov qui l'avait connu à Rome lorsqu'il était en poste à la FAO, Jelenski avait une puissance de travail étonnante. Il s'occupait de domaines multiples, en particulier la revue *Preuves* à laquelle il fournissait des textes de nombreux auteurs (et aussi les siens) et la Galerie Lambert, située dans l'île Saint-Louis à Paris, où, en collaboration avec son directeur Kazimierz Romanowicz, il organisait des expositions de jeunes peintres européens, asiatiques et autres, modestement financées par le Congrès.

En 1953, il avait constitué dans le cadre du Congrès un « Comité pour l'Europe centrale et orientale » on ne peut plus informel, composé d'une douzaine d'écrivains, d'artistes et de savants polonais, roumains, tchèques, etc., tous exilés en France, afin de l'aider à réaliser, en collaboration avec la Radiodiffusion française, une émission hebdomadaire de quinze à vingt minutes, destinée à informer des auditeurs d'Europe centrale et orientale des événements culturels les plus importants en Europe occidentale et dont ils ne pouvaient avoir connaissance par d'autres voies. En huit ans, une centaine d'heures ont ainsi été diffusées, qui permirent aussi de familiariser les auditeurs avec l'existence et les activités du Congrès (ce qui incita Ilya Ehrenburg à demander au gouvernement français la suppression de ces émissions). Ce comité avait également pour mission de répondre à toute demande de documentation ou de coopération concernant la vie culturelle en Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et dans les pays baltes.

Jelenski avait la chance d'être remarquablement secondé par sa secrétaire Teresa Campi, qui était trilingue, rapide, efficace. De plus, ayant une passion pour sa machine à écrire, elle tapait impeccablement et à toute vitesse. Et lui, il avait, chevillé au corps, l'amour de la Pologne dont il parlait en disant « mon pays ». Plus précisément, il avait l'amour de sa culture, de sa littérature, de ses amis qui y vivaient.

LE COMITÉ D'ÉCRIVAINS ET D'ÉDITEURS POUR UNE ENTRAIDE EUROPÉENNE

Quand et pourquoi ce comité a-t-il été créé?

Au départ ce fut aussi un groupe informel, sans statut légal, avec une liste de noms imprimés sur du papier à lettres, qui s'est d'abord appelé « Livres pour l'Europe de l'Est ». Ensuite, à l'issue d'une conférence organisée par le Congrès à Zurich, en septembre 1956, il s'est appelé « Comité d'écrivains et d'éditeurs pour la coopération européenne », ce qui permit de concrétiser l'idée que Daniel Bell et Jelenski avait eue l'année précédente : envoyer des livres et des revues en Pologne, qui en manquait cruellement.

Cette conférence avait réuni une vingtaine de responsables de revues littéraires anglaises, françaises, italiennes, polonaises, soviétiques et yougoslaves, invités officiellement par la revue *Les Lettres nouvelles* et

son directeur, Maurice Nadeau. Tous les participants étaient logés dans le même hôtel, afin que soient facilités les contacts personnels. Pour la petite histoire : les invités russes firent la surprise d'arriver non seulement avec un jour de retard – ce qui avait permis de comparer la liberté et le niveau d'une discussion en leur absence et en leur présence –, mais au nombre de sept au lieu de trois : deux soi-disant traducteurs parfaitement inutiles puisqu'un traducteur avait été prévu par les organisateurs, et deux inconnus : des représentants policiers de leur ambassade. Dès le lendemain, Ignazio Silone ayant déclaré qu'il renonçait à présider les séances si ces quatre personnages continuaient à s'imposer, ceux-ci quittèrent la salle de réunion.

Qui faisait partie de ce comité?

Une douzaine d'éditeurs, d'écrivains et d'universitaires allemands, anglais, américains, français, italiens et suisses. Présidé par l'écrivain italien Guido Piovene, il comprenait notamment Raymond Aron, Henrich Böll, Paul Flamand, Philip Toynbee, J.C. Witsch, qui ne s'en occupaient guère, mais leurs noms étaient une garantie de sérieux : ils figuraient sur un papier à lettres à en-tête impressionnant, qui sera par la suite utilisé dans diverses circonstances étrangères à l'envoi de livres, notamment pour l'octroi de bourses de voyage ou l'invitation à des colloques. Son secrétariat était assuré par le jeune sociologue Éric de Dampierre et surtout par Jelenski, dont l'adresse privée servait de boîte aux lettres.

Pourquoi cet usage hors-normes?

Parce que le nom du comité était plus neutre et moins risqué pour ses correspondants que celui du Congrès : « entraide » plutôt que « liberté »... Il aurait été impossible aux personnes vivant sous un régime de dictature d'entretenir une correspondance avec un Congrès pour la liberté de la culture et d'en recevoir des livres, ceci sous peine de rencontrer des difficultés sérieuses, sinon graves.

Ainsi, le comité n'était pas directement associé au Congrès?

Sur papier, non ; dans les faits, oui, puisque le Congrès gérait et finançait le tout. Ce qui importait n'était pas la carte de visite, mais le bien-fondé de l'action.

A-t-il finalement eu une existence légale?

Oui, en 1959. Cette année-là des statuts ont été déposés et enregistrés à Zurich, ce qui a notamment permis au comité de disposer d'un compte bancaire propre.

LES ENVOIS DE LIVRES

Initialement, le comité s'est occupé uniquement d'envois de livres. Comment ces envois étaient-ils choisis et financés?

À l'issue de la conférence de Zurich, le Congrès a sollicité la Fondation Ford, qui lui donna pour ce faire une subvention spéciale de 12 000 dollars (environ 95 000 euros). Un an plus tard, une société allemande fit un don de 20 000 marks (environ 45 000 euros). Ces financements permirent de répondre aux demandes d'écrivains et d'universitaires souhaitant recevoir des livres en français, anglais ou allemand, l'accent étant mis sur des ouvrages récents de philosophie, d'histoire et de critique littéraire contemporaines, de sociologie, d'économie politique, de littérature d'avant-garde et d'art contemporain.

À l'origine, Jelenski a établi une liste d'ouvrages proposés, démarche qui pourrait se justifier par le fait que les destinataires n'étaient pas nécessairement au courant de tout ce qui paraissait en Europe occidentale ou ailleurs.

Cette liste, établie en 1957, a permis d'amorcer les envois de livres en Pologne : Jelenski y connaissait, directement ou indirectement, les futurs destinataires, universitaires et autres, qui, à cette époque, n'étaient en effet guère informés de ce qui était publié en Europe occidentale. C'est donc pour susciter des demandes qu'il a pensé utile de proposer une liste permettant de faire des choix parmi les principaux ouvrages de littérature et de sciences humaines publiés à l'Ouest au cours des quinze ou vingt dernières années. Or, les bibliographies de l'UNESCO étaient alors difficiles à utiliser (elles présentaient tous les ouvrages parus dans chaque domaine). C'est alors, grâce à la collaboration d'un petit groupe de personnes compétentes, que Jelenski a pu proposer pour chaque domaine une centaine de titres en allemand, anglais, français ou italien.

Jamais je n'ai vu cette liste qui, quelques années ans plus tard, était évidemment obsolète et devait être enfouie quelque part dans les archives

du Congrès. Elle m'est donc inconnue et, contrairement à ce qui a été écrit ou raconté par la suite, jamais je n'en ai utilisé aucune autre.

Ces envois de livres étaient-ils limités à l'Europe de l'Est ?

Pendant plusieurs années, oui. Mais au fil des ans le champ géographique des destinataires s'est élargi à l'Espagne, au Portugal, à la Grèce (après le coup d'État d'avril 1967), à l'Amérique latine et ailleurs.

Avant 1956-1957, cette activité n'existait pas ?

Si, mais au compte-gouttes, occasionnellement. La réunion de Zurich, qui en avait mis en évidence la nécessité, a permis de la développer.

Lorsque ce programme m'a été confié, dans les pays de l'Est et quelle que fût la rigueur du régime politique, le bouche-à-oreille fonctionnait, une certaine information circulait, mais nombre de livres étrangers étaient introuvables : soit ils n'étaient pas traduits, soit ils n'étaient pas importés ou étaient interdits. Mais on pouvait en entendre parler et c'est ainsi que nous arrivaient des demandes. Par ailleurs, selon les pays et les circonstances, des revues que nous envoyions par abonnement circulaient ensuite de main en main, devenant ainsi sources de discussions et d'échanges de vues dans des cercles restreints. Il nous arrivait aussi d'envoyer des livres à des membres du Parti, en mal de lecture. Et si quelqu'un m'avait demandé *Le Capital* de Karl Marx en version anglaise, française ou allemande, je le lui aurais adressé.

Comment étaient organisés ces envois ?

Au début, les livres demandés étaient expédiés par les soins de la librairie parisienne Libella, voisine de la Galerie Lambert, toutes deux fondées par Kazimierz Romanowicz. Par la suite, et durant plusieurs années, le Congrès s'en est chargé directement, par le biais de la Société des éditions Liberté de la culture, créée au début des années 1950 et qui bénéficiait chez les éditeurs d'une remise de l'ordre de 30 %. (Les salariés du secrétariat international aimant lire pouvaient aussi passer commande à titre individuel et bénéficier de cette remise.) C'est ainsi que plusieurs années durant notre service de documentation, sous la responsabilité de Pierre Bonuzzi et plus tard d'Yvette Pelc, arrivée au Congrès à la fin des années 1950, a géré les commandes de livres aux

éditeurs et les expéditions aux destinataires. Mais en 1974, en raison de la diminution du personnel et de la suppression de ce service de documentation, les commandes-envois en Europe de l'Est ont à nouveau été confiées à la librairie Libella, avec laquelle j'ai travaillé directement – et très agréablement. Mais la conséquence en fut pour ma secrétaire une lourde augmentation de tâches administratives.

Quels étaient ces livres ?

En raison de la relative modicité du budget annuellement disponible pour ce poste, seuls pouvaient être envoyés des ouvrages récents de haute valeur intellectuelle, impossibles à acquérir sur place. Mais il fallait aussi refuser en termes diplomatiques certaines demandes, par exemple en 1973 à un correspondant croate : « Je ne dispose malheureusement pas d'un service de recherche permettant de choisir ici des livres à envoyer en Europe : c'est à nos destinataires de nous indiquer, sur la base de leur documentation personnelle, les titres qu'ils souhaitent recevoir. Voilà pourquoi il est impossible, comme vous me le demandez, de choisir moi-même des livres qui pourraient aller dans le sens de vos intérêts. Par contre, je suis toute disposée à vous abonner à l'une ou l'autre revue de votre choix et à vous envoyer quelques ouvrages dont vous me préciseriez les auteurs et les titres. »

Jelenski avait-il parfois fait exception à la règle de n'envoyer que des livres demandés ?

Évidemment. En 1962 par exemple, Hans Oprecht (conseiller national socialiste et éditeur, lié à la Guilde du livre de Zurich dont il avait été le premier président) lui ayant signalé l'opportunité d'acquérir à très bas prix auprès d'un éditeur allemand deux ouvrages d'Hermann Hesse, il en commanda plusieurs exemplaires pour les envoyer à certains destinataires qu'il savait intéressés.

Il m'arrivait aussi d'envoyer des livres dont je savais avec quelle joie ils seraient reçus par des personnes dont je connaissais les intérêts et les besoins. Et grâce à la compréhension de Monique Lanchon qui, au ministère des Affaires étrangères, dans le cadre du protocole culturel franco-soviétique signé en 1957, était responsable des invitations et des échanges de boursiers entre la France et l'Union soviétique, Pierre Emmanuel pouvait lui confier des livres à emporter en URSS par des boursiers français qui les offriraient ensuite à des personnes intéres-

sées : je pense par exemple à des ouvrages de Raymond Aron, Jacques Audibert, Kostas Axelos, James Baldwin, Albert Camus, Witold Gombrowicz, André Philip, Denis de Rougemont, Nathalie Sarraute, Jean-Paul Sartre, George Steiner, Pierre Uri, etc.

Dans l'ensemble, s'agissait-il surtout de livres en français ?

Oui, mais aussi en anglais, en italien. Les livres en allemand partaient de Zurich, par les soins de Hans Oprecht qui avait de nombreux contacts en République démocratique allemande. Rappelons-nous qu'à cette époque, chez les écrivains et intellectuels de l'Europe de l'Est, le français et l'allemand étaient encore les deux langues étrangères de culture, dans des proportions qui, bien entendu, variaient d'un pays à l'autre.

Et dans quels domaines ?

Principalement la philosophie et la métaphysique, l'histoire de l'art, la littérature classique ou contemporaine : cela allait de Marc-Aurèle à Shakespeare, de W. B. Yeats à Kierkegaard, de Simone Weil à Vasarely, d'Agrippa d'Aubigné à André Breton, de Michel Leiris à Tzvetan Todorov, de Vassili Rozanov à Martin Buber, de T.S. Eliot à Robert Lowell, d'un dictionnaire économique et social à une anthologie de poètes anglo-américains. Il y avait aussi les abonnements à des journaux et revues (*Le Figaro*, *Paris Match*, *Marie-Claire*, *Le Débat*, *Critique*, *Newsweek*, *Times Literary Supplement*, *The Economist* et d'autres titres), qui arrivaient à destination avec une certaine irrégularité.

Comme je vous l'ai dit, nombre de ces livres et revues circulaient ensuite dans des cercles plus ou moins restreints, car, comme me l'écrivait en 1974 une artiste roumaine, Ioana Sturdza : « Un livre est chose vivante qui, comme tout ce qui est merveilleux dans la vie, doit être partagé. » La même année, le philosophe tchèque Jan Patočka m'écrivait : « Permettez-moi de vous exprimer, Madame, les sentiments de profonde gratitude non seulement pour l'envoi si précieux [trois volumes de Paul Ricœur], mais surtout pour cette manifestation de solidarité spirituelle qui, dans les circonstances et dans le monde où nous vivons, constitue une des grandes raisons de vivre et d'espérer. »

Car ces envois avaient aussi un autre aspect, dont je n'ai réalisé l'importance que des années plus tard : ces livres n'arrivaient pas anonymement en provenance d'un éditeur ou d'une librairie, mais d'une personne ayant reçu et traité la demande. Dans bien des cas s'en est suivie une

correspondance qui estompait la distance, devenait une conversation et permettait parfois à certains de confier ce qu'il leur était impossible d'exprimer de vive voix. Par exemple, ce que m'écrivait de Prague en août 1969 l'écrivain et traducteur Jan Vladislav dont tous les contrats d'édition avaient été annulés les uns après les autres (ce qui, entre autres conséquences, le privait de ses moyens d'existence) : « La seule chose que je puis, c'est de me boucher les yeux, les oreilles et de tirer en avant, de travailler, sourd, aveugle, muet. En espérant qu'une fois, plus tard, le travail serait fait, qu'il serait là et par sa simple existence changerait un peu ce monde qui n'est point du tout le meilleur des mondes possibles. » J'ai aussi conservé des lettres d'Alexandra Andreievskaja, que Pierre Emmanuel avait connue à Moscou en septembre 1961. Professeuse agrégée de philologie à l'université de Kiev, en dépit de nos efforts répétés et invitations multiples, jamais elle ne fut autorisée à sortir de son pays. Au fil du temps, notre correspondance a pris un ton plus personnel, presque intime, et s'est poursuivie pendant plusieurs années.

Ces livres et revues passaient-ils les frontières sans encombre ?

Envoyés par petits paquets et toujours en recommandé, dans l'ensemble ils arrivaient à bon port. Mais ils pouvaient disparaître sans explications – des postiers ou des douaniers avides de lecture ou cherchant à se faire de l'argent ?

En 1972, pour la première fois depuis des années, des livres nous sont revenus de Hongrie (*Hungary* de Paul Ignotus, *Histoire critique de la pensée* de Louis Jacot) et de Roumanie (*Tout compte fait* de Simone de Beauvoir, *Le Mythe de l'éternel retour* de Mircea Eliade, *La Conscience critique* de Georges Poulet, *Contre tout espoir* de Nadejda Mandelstam). Parfois aussi nous recevions en retour, avec ou plus généralement sans les livres expédiés, des avis du genre : « Refus en vertu de la Convention de Tokyo, art. 29 », lequel article stipulait que « sont interdits, en même temps que tabac, parfums, oranges et mandarines, toute publication portant atteinte aux intérêts politiques ou économiques de la Hongrie, à l'ordre social. Pour autres publications ou films, nécessité d'une autorisation préalable du ministère de la Culture populaire. »

LES BOURSES DE VOYAGE

Vous avez aussi hérité de l'organisation des bourses de voyage. Ce programme représentait-il une part relativement importante du budget ?

Destinées à des écrivains, des universitaires et des artistes, ces bourses avaient commencé à être octroyées en 1959, à des Polonais et quelques Hongrois. En raison des besoins dans ce domaine et pour pouvoir les multiplier, le budget du Comité d'écrivains et d'éditeurs a progressivement été augmenté.

Sauf exception, il s'agissait de sommes plutôt modestes, variant selon les cas de 300 à 1500 francs (de 400 à 2000 euros). Un écrivain, un directeur de revue ou un professeur d'université logeant à l'hôtel grâce à une bourse de 1000 francs (1350 euros) épuisait rapidement son pécule. Mais si nous lui trouvions un petit hôtel modeste ou mieux, une chambre chez des amis, son séjour pouvait être prolongé d'autant – sous réserve que ses documents administratifs l'y autorisassent.

Si les bénéficiaires avaient obtenu les autorisations de sortie pour participer à un colloque international de quelques jours, ces bourses leur permettaient de prolonger leur séjour en Europe occidentale afin d'y faire des recherches en bibliothèque ou ailleurs, rencontrer certains de leurs homologues (ce pour quoi nous pouvions servir d'intermédiaires), aller dans les musées, au théâtre, au cinéma. Bref, travailler, respirer et s'ouvrir l'esprit. Mais avec le temps et le bouche-à-oreille, nous recevions aussi des demandes de personnes arrivées en France par leurs propres moyens et qui débarquaient à l'improviste au boulevard Haussmann pour solliciter une aide financière.

Dans ce cas, comment procédiez-vous ?

Si mon emploi du temps le permettait, je recevais brièvement ces personnes, ne fût-ce que pour les « sentir », savoir pourquoi et comment elles étaient arrivées ici. Ce qui au début m'a frappée, c'est que nombre d'entre elles parlaient à voix très basse, tant la peur de micros cachés était omniprésente et les poursuivait par-delà les frontières.

Nous leur remettions un formulaire de demande de bourse à remplir, auquel une réponse serait donnée quelques jours plus tard. Il m'arrivait ensuite de prendre contact avec notre réseau de « conseillers », bien au courant des milieux intellectuels dans leurs pays d'origine et que j'évoquerai plus loin.

Où ces futurs boursiers souhaitaient-ils séjourner en priorité?

À l'époque, l'attrait de la France et l'aura de Pierre Emmanuel étaient tels qu'ils souhaitaient majoritairement venir en France. Mais nombre d'entre eux en profitaient pour se rendre aussi en Allemagne, Angleterre, Belgique, Espagne, Pays-Bas, Italie ou Suisse. Encore fallait-il qu'ils aient les visas et autres paperasseries nécessaires pour aller dans les pays de leurs choix.

Si je vous comprends bien, en Europe, c'était essentiellement en France qu'ils séjournaient. Quelle était la durée de ces séjours?

En fonction des personnes et de leurs motivations, ces bourses, qui dans certains cas incluaient les frais de voyages depuis leur pays d'origine, permettaient des séjours d'une à trois ou quatre semaines, parfois davantage. Sur place, les boursiers faisaient ce qu'ils voulaient de la somme allouée. Ceux qui logeaient dans un hôtel modeste du Quartier latin dépensaient davantage – et leur séjour était plus court –, que ceux qui étaient hébergés par des connaissances. Les sommes octroyées (de 200 à 2000 francs au milieu des années 1960, soit 270 à 2700 euros) variaient selon les situations et les projets : personnes n'étant jamais sorties de leur pays depuis 1948 ou sollicitant un complément à leurs frais de séjour, jeunes gens ou écrivains et professeurs âgés... Il fallait évaluer et décider au cas par cas, en fonction des circonstances et des projets. Dans mes décisions, j'ai certainement commis des maladresses et des erreurs.

Vous occupiez-vous aussi de leur faciliter leurs séjours, par exemple pour les mettre en contact avec certaines personnes ou leur obtenir des facilités pour aller dans les musées, assister à des spectacles?

Bien entendu. Les exemples sont nombreux, indépendamment de nos recherches d'hébergement gracieux dans nos familles ou chez des amis. En voici trois dont je me souviens : en 1971, nous avons obtenu de Jean Chatelain, alors directeur des musées de France, le principe de laissez-passer gratuits pour tous nos boursiers ; en 1972, Pierre Emmanuel écrivait à Jack Lang, alors président du Festival de théâtre universitaire de Nancy, pour lui demander de recevoir un dramaturge roumain, Ion Omescu ; en 1975, j'ai pris contact avec Antoine Vitez au sujet d'un professeur à l'Institut du théâtre de Bucarest.

Je pense aussi à une jeune linguiste hongroise, Maria Pap, à laquelle nous avons pu faciliter des contacts relevant de son domaine d'intérêt à Londres, Amsterdam et Cologne, d'où elle m'écrivit (en français) avant son retour à Budapest : « Je suis devenue plus riche – non dans le sens matériel, mais intellectuel du terme – que je ne l'étais lorsque j'ai quitté mon pays. Et je pense qu'il n'en aurait pas été ainsi sans votre aide. » Même exemple, en 1974, pour un sociologue et traducteur juridique hongrois, György Forintos : « Avant tout, je voudrais bien vous remercier de toute votre assistance et politique personnelles que vous avez déployées avant et après mon séjour en France, en m'assurant la possibilité de rencontrer certaines personnes compétentes dans mon domaine de recherche et, en général, en étant pour moi un point d'appui pour résoudre des problèmes courants. »

Des boursiers en ont-ils profité pour s'exiler ?

Je n'en ai pas le souvenir. Par contre, il est arrivé que certains me demandent avis ou conseil à ce sujet : rester ou rentrer ? Je me suis toujours bien gardée de répondre dans un sens ou dans l'autre, car, par principe, jamais ni d'aucune manière nous n'avons encouragé quiconque à s'exiler : c'est une question trop grave, trop intime pour pouvoir dire à une personne ce qu'elle devrait faire. Tout exil est une souffrance. De plus, nous n'avions pas à décourager ces boursiers qui pouvaient être des ferments d'évolution dans les régimes politiques qu'ils subissaient.

Par contre, si quelqu'un ayant décidé d'émigrer avait sauté le pas, c'était autre chose : c'était sa décision, certes douloureuse, et dès lors nous faisons ce que nous pouvions pour lui venir en aide. Après août 1968, il y a eu un afflux de réfugiés tchèques et slovaques dans divers pays d'Europe, notamment en France, et il a fallu tenter de les accueillir.

Revenons un instant sur vos relations avec les intellectuels des pays de l'Est. Comment les contacts étaient-ils noués, en dehors de la Pologne où Jelenski avait déjà un réseau de relations constitué ?

Il y avait aussi, bonne complémentarité, les contacts de Pierre Emmanuel en Bulgarie, Hongrie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, noués à l'automne 1947. À cela s'ajoutaient les demandes et les avis de personnes – émigrées ou pas – qui avaient notre confiance absolue et pouvaient jouer un rôle de conseiller : Jože Javoršek ou

Sreten Marić en Yougoslavie, Ioan Cuşa pour la Roumanie, Véronique Charaire, Ladislav Gara, François Fejtő et Gyula Illyès pour la Hongrie ; pour la Tchécoslovaquie, Jan Vladislav et Pavel Tigrid – qui, en 1967, nous donna une liste de onze Tchèques et Slovaques à inviter, parmi lesquels « le plus important auteur dramatique depuis Karel Čapek » : une invitation lui a été adressée, mais Václav Havel n'a pas été autorisé à sortir de son pays.

Pour avoir des noms de candidats possibles à ces bourses, vous vous adressez donc aussi à des personnes sur place.

Bien entendu. En mars 1971, par exemple, j'ai envoyé une lettre circulaire (par recommandé, sur papier blanc, avec mon adresse privée) à diverses personnes de confiance en Hongrie, Yougoslavie et ailleurs : « Pourriez-vous nous recommander quelques personnes susceptibles de recevoir de notre part une bourse pour séjourner quelques semaines en Europe occidentale ? Les bourses dont nous disposons sont de l'ordre de 1 000 francs (environ 1 000 euros) – dans certains cas exceptionnels, elles peuvent être de 1 500 francs – et servent à couvrir les frais de voyage et de séjour. Elles sont destinées non à des étudiants, mais à des intellectuels – professeurs, écrivains, etc. –, des créateurs, des artistes qui n'ont pas les moyens financiers de voyager, afin de leur permettre de prendre contact avec leurs collègues européens ou de poursuivre certains travaux de recherche. » Un exemple : en 2008, au cours du vernissage d'une exposition de Nicole Marić-Haviland à Belgrade, un inconnu est venu à moi : il voulait me remercier. C'était Danilo Gucić auquel, sur les recommandations de Sreten Marić, nous avons donné en 1973 une bourse de séjour en France de 1500 francs. Cette expérience, me dit-il ému, avait changé sa vie.

Au fil des années s'est ainsi tissé un réseau de confiance, parfois même d'amitié. En 1974, mon fichier d'adresses en Europe de l'Est comptait environ quatre cents noms. Aujourd'hui, je demeure en relation fraternelle avec certaines de ces personnes – ou leurs enfants.

Nous n'avons pas évoqué la Bulgarie. Des Bulgares ont-ils bénéficié de bourses de séjour, participé à des colloques, reçu des livres ?

Nous y avons moins de contacts que dans d'autres démocraties dites populaires. C'est un pays plus lointain, plus fermé, qui pendant cinq

siècles a fait partie de l'Empire ottoman. En Europe de l'Est, on n'oublie jamais le passé.

En outre, la Bulgarie entretenait d'étroites relations avec l'URSS – Todor Jivkov, au pouvoir de 1954 à 1989, a été le dirigeant du bloc de l'Est le plus inféodé à Moscou – et les procédures nécessaires pour obtenir une autorisation de voyage à l'étranger y étaient particulièrement byzantines. J'ai le souvenir d'une dizaine d'écrivains et traducteurs (dont celui de l'œuvre complète de Shakespeare) auxquels nous envoyions des livres. Quelques-uns purent bénéficier de bourses de voyage, comme Stoyan Tzonev pour ses recherches sur Balzac (qui aboutirent à un livre, *Le Financier dans la Comédie française sous l'Ancien Régime*, couronné en 1978 par l'Académie française), ou le jeune poète Dragomir Petrov qui participa en 1971 à un colloque à Sénanque, où ses propos tenus en privé ont profondément impressionné ses interlocuteurs.

Des écrivains soviétiques venaient-ils parfois en France ?

Oui, dans le cadre du protocole culturel franco-soviétique signé en 1957 par le ministère des Affaires étrangères. La personne responsable des invitations et échanges de boursiers et d'écrivains était Monique Lanchon, dont je vous ai parlé et avec laquelle Chantal Loiseau avait travaillé avant son arrivée au Congrès en 1962. Mais les écrivains soviétiques invités nommément par le ministère étaient presque systématiquement remplacés par d'autres personnages choisis par Moscou et qui, de plus, arrivaient souvent accompagnés d'inconnus.

Dans le cadre de ses activités, le Congrès a-t-il réussi à en faire venir ?

Oui, à Zurich en 1956. Mais ce n'était pas le Congrès qui invitait officiellement.

Par la suite, le seul écrivain qui a participé à deux de nos colloques est le romancier et homme de théâtre Valentin Kataïev, que Pierre Emmanuel avait rencontré en 1961 à Moscou (il avait même déjeuné chez l'écrivain, en compagnie de son épouse et sa fille). Homme de talent, ayant l'art de traiter les choses de manière légère et ironique et sans critique politique, de ce fait Kataïev n'était pas mal vu par les autorités soviétiques. En 1967, invité pour trois mois en France par le ministère des Affaires étrangères, il a pu participer à deux rencontres internationales consacrées à Baudelaire, que nous avons organisées en octobre 1967 à Namur et en janvier 1968 à Paris. Ce qui lui permit de rencontrer notamment

Theodor Adorno, André Masson, Octavio Paz, Harold Rosenberg, Stephen Spender et Jean Starobinski. En 1970, Kataïev est revenu en France, cette fois accompagné de Madame Kataëv. C'est alors qu'ils dînèrent un soir chez moi avec Jelenski, Bergamín, Pierre Emmanuel et son épouse.

Mais ce fut un cas exceptionnel. Car si nous invitions nommément des écrivains ou des universitaires soviétiques (par l'intermédiaire d'une université ou des Biennales internationales de poésie de Knokke-le-Zoute, en Belgique), soit ils n'étaient pas autorisés à sortir de leur pays, soit ils arrivaient flanqués de personnages chargés de les surveiller. Je revois encore, la première fois où j'ai assisté aux Biennales en septembre 1965, trois « poètes » systématiquement assis l'un à côté de l'autre : des super frères siamois qui ne se séparaient pas d'un pouce.

Après les Biennales de 1963, Pierre Emmanuel, dans une lettre adressée à Monique Lanchon, lui avait décrit l'ambiance chez les deux poètes Sergueï Mikhalkov et Eugène Vinokourov, qui l'avaient invité à leur rendre visite à leur hôtel dont un étage était réservé à la délégation soviétique : il s'était retrouvé dans un salon où, autour d'une table chargée de pots de caviar et de bouteilles de vodka, se trouvait, outre les deux poètes, un troisième soi-disant écrivain « à la physionomie de gorille, massif et sans cou, l'air à la fois féroce et inexpressif, dont les rares interventions m'ont paru comme étant des rappels à l'ordre et à la prudence ». Il y avait aussi un ou deux autres personnages de profession mal définie et un interprète de l'ambassade soviétique à Bruxelles.

Par contre, les multiples invitations adressées à Alexandra Andreievskaja, que j'ai déjà évoquée, à participer en France ou ailleurs à des colloques ou des séminaires universitaires, n'ont jamais abouti. « Le malheur est que selon les "us" de notre pays, la procédure de "mise en forme" des documents requis dans ces cas demande six mois, même s'il s'agit de visiter un pays socialiste », m'écrivait-elle en 1974, accablée de n'avoir pu honorer une invitation que lui avait adressée l'université de Bordeaux.

Dans de pareils cas, nous tentions de ne pas abandonner ces personnes « enfermées dans leur pays » et entretenions avec elles une relation épistolaire.

TABLE DES MATIÈRES

Préface d'Alfred Grosser	11
Prologue de Nicolas Stenger	17
La réalité derrière les apparences	29
Pierre Emmanuel	33
Mon arrivée au Congrès	43
L'Espagne	51
Le Portugal	73
L'Europe de l'Est	91
Les Cercles pour la liberté de la culture	105
Le Congrès dans le monde	109
La Fondation pour une entraide intellectuelle européenne	133
Le « scandale CIA »	141
La réorganisation du Congrès	151
L'Association internationale pour la liberté de la culture	159
À propos des colloques	171
Les anthologies de poésie	187
Le Fonds d'aide aux intellectuels	191
Voyages derrière le rideau de fer	197
La fin des dictatures en Europe de l'Ouest	211
Déclin de l'Association	215
Épilogue	225
Remerciements	227
Annexes	229
Le congrès de Berlin, 1950	231
Repères chronologiques	235
Lettre du 7 décembre 2008 de Tzvetan Todorov à Roselyne Chenu	241
Index nominum	243